



Rennes, le 19 novembre 2013

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Pacte d'Avenir doit prendre son envol !

Ce jour, une nouvelle réunion s'est tenue avec les organisations syndicales autour du Pacte d'Avenir. Plus axée autour des questions de la transition écologique et énergétique, cette réunion ne peut pas masquer le manque de mesures d'urgence pour les salariés menacés de perdre leur emploi.

Le manque d'anticipation ne peut être imputé aux salariés par des mesures de licenciement. Ils ne sont aucunement responsables.

Depuis le 8 novembre dernier, avec la présence des ministres de l'agriculture et de l'agroalimentaire, aucune mesure sociale n'a été prise pour sauvegarder les salariés en emploi.

Les organisations syndicales ont proposé un Pacte Social pour être intégré dans le Pacte d'Avenir pour notre région, avec un premier objectif de mettre fin à ce marasme social.

Si des mesures sont prises, comme la nécessaire réforme fiscale, elles ne doivent pas se faire au détriment des pertes d'emploi, mais bien dans le souci de préserver les activités industrielles et les emplois.

Le 8 novembre, beaucoup de moyens financiers ont été mobilisés pour les entreprises. Les salariés doivent bénéficier de ces moyens, par l'emploi, mais aussi par l'amélioration des conditions de travail, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'anticipation des mutations économiques en préservant les emplois.

L'état doit instaurer un contrôle sur l'utilisation de cette manne financière publique pour impulser une dynamique industrielle avec des emplois de qualité et justement rémunérés.

Cet argent doit servir l'emploi et les salariés. C'est un choix de société.

La venue du Ministre Sapin, vendredi prochain en Bretagne, doit s'accompagner de mesures innovantes pour maintenir les emplois menacés. Une visite « blanche » serait incomprise et nourrirait le sentiment d'exaspération déjà lourd.

Les manifestations organisées par les organisations syndicales le 23 novembre à Lorient, Morlaix, Rennes et Saint Brieuc doivent peser pour réorienter les politiques de l'état pour une autre répartition des richesses.

La Cgt appelle tous les salariés à se retrouver ensemble pour exiger du gouvernement et du patronat des mesures sociales pour développer l'emploi, l'industrie, les services, les salaires.

Thierry Gourlay
Secrétaire régional